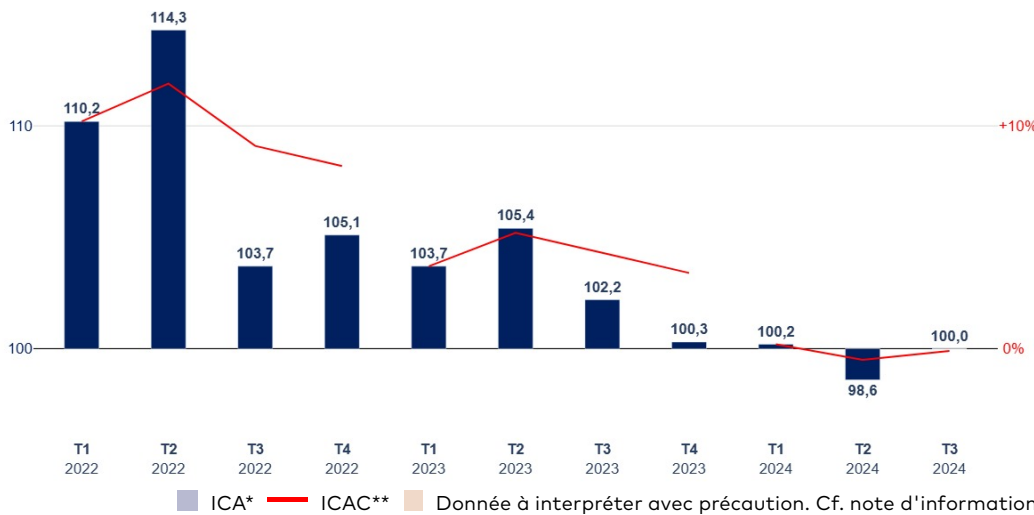


Analyse économique  
régionale  
**3ème Trimestre 2024**

### L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité des TPE-PME

• Au 3e trimestre 2024, l'indice de chiffre d'affaires (ICA) des 18 000 TPE-PME de Centre-Val de Loire de notre échantillon est de 100, soit une stabilité du chiffre d'affaires par rapport au 3e trimestre 2023. L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) indique une diminution de CA de 0,1% depuis le début de l'année. Elle succède à la baisse du précédent trimestre. Cette performance les place au 9e rang du classement national avec un résultat inférieur de 0,1 point à la moyenne française.

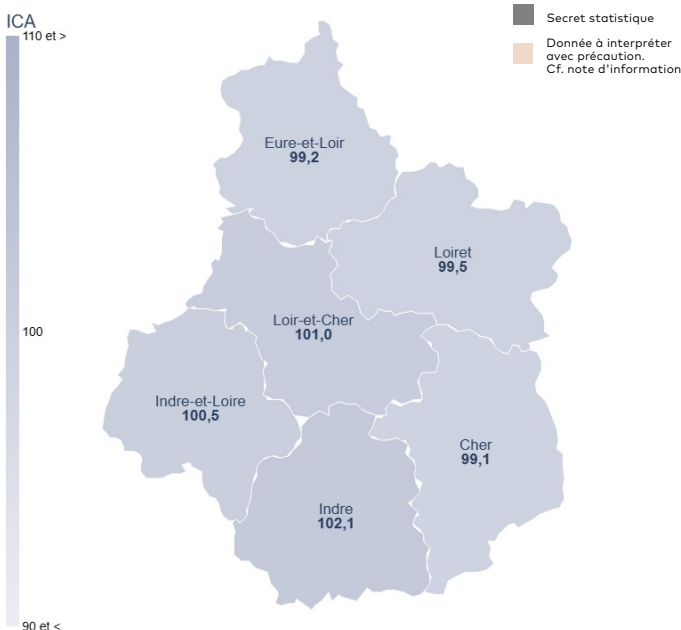
• Il convient également de noter que les résultats présentés dans cette analyse ne sont pas corrigés de l'inflation qui a progressé significativement depuis la fin de l'année 2021. En effet, selon les résultats de l'INSEE, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,1% en septembre 2024 sur les 12 derniers mois. La hausse des prix poursuit donc sa décélération. Cette diminution de l'inflation s'explique par la baisse des prix de l'énergie et le ralentissement de ceux des services.



## -0,1 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023

### La carte de la région



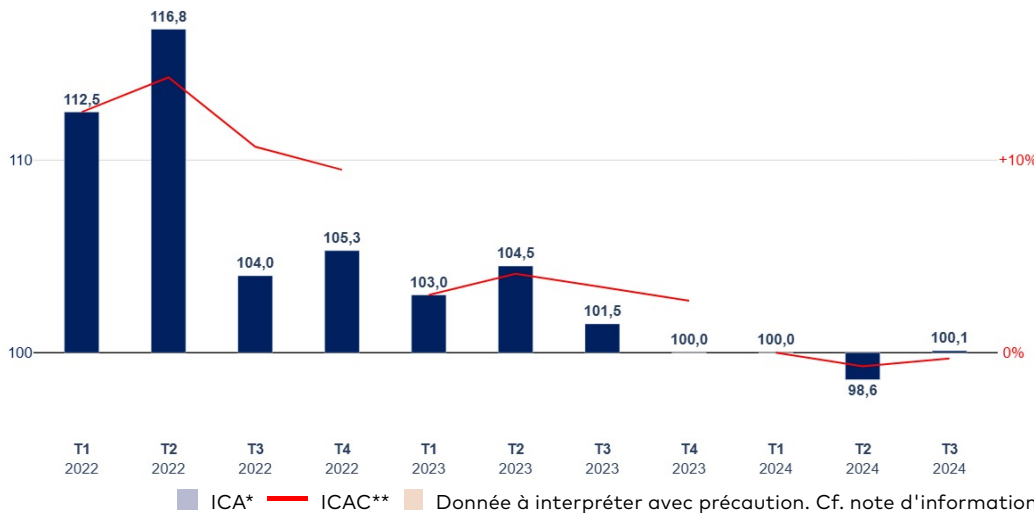
### L'évolution de l'activité trimestrielle par département

- Trois départements ont enregistré une croissance au cours du 3e trimestre et les trois autres une diminution.
- Les entreprises de l'Indre enregistrent la plus forte progression (+2,1%) suivies de celles du Loir-et-Cher (+1%) et de l'Indre-et-Loire (+0,5%).
- Les structures du Cher ont affiché le plus fort repli sur la période (-0,9%). Celles d'Eure-et-Loir (-0,8%) et du Loiret (-0,5%) enregistrent également des résultats inférieurs aux moyennes nationale et régionale.

\*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés.  
 \*\*L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés.

### L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité des TPE-PME

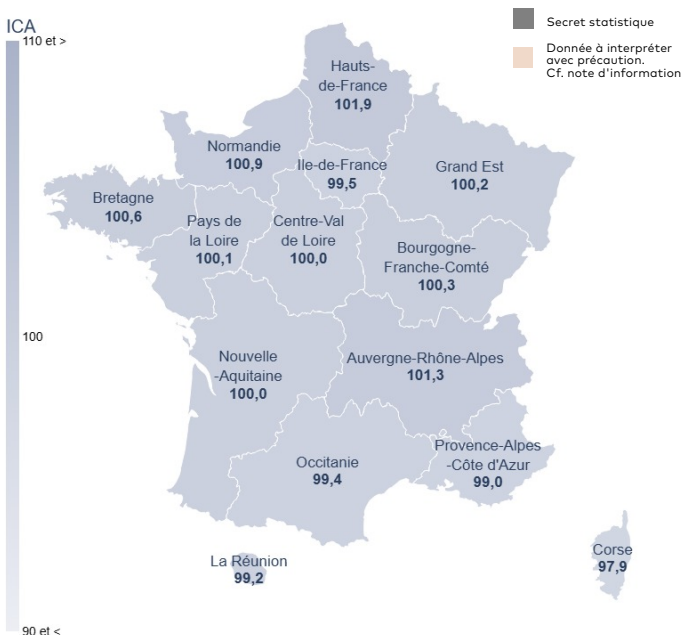
- Au 3e trimestre 2024, l'indice de chiffre d'affaires (ICA) des 580 000 TPE-PME françaises de notre échantillon est de 100,1, soit une augmentation de chiffre d'affaires de 0,1% en valeur par rapport au 3e trimestre 2023. Ce résultat est la conséquence d'un rebond d'activité au cours des mois de juillet et août suivi d'un repli en septembre. L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) indique une diminution de CA de 0,3% depuis le début de l'année.
- Ce résultat moyen masque toutefois des disparités en termes géographique et sectoriel comme le détaille la suite de l'analyse.
- Il convient également de noter que les résultats présentés dans cette analyse ne sont pas corrigés de l'inflation qui a progressé significativement depuis la fin de l'année 2021. En effet, selon les résultats de l'INSEE, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,1% en septembre 2024 sur les 12 derniers mois. La hausse des prix poursuit donc sa décélération. Cette diminution de l'inflation s'explique par la baisse des prix de l'énergie et le ralentissement de ceux des services.



**-0,3 %**

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023

### La carte de France



### L'évolution de l'activité trimestrielle des régions

- Au 3e trimestre 2024, les TPE-PME de 7 régions ont affiché une croissance en valeur, celles de 2 régions une stagnation et celles de 5 régions une baisse.
- Les entreprises corses enregistrent de nouveau la plus forte diminution d'activité (-2,1%), suivies par celles de Provence-Alpes-Côte d'Azur (-1%), de la Réunion (-0,8%), d'Occitanie (-0,6%) et d'Île-de-France (-0,5%).
- Les entreprises du Centre-Val de Loire et de Nouvelle-Aquitaine ont connu une stabilité sur la période.
- Les TPE-PME des Hauts-de-France (+1,9%) affichent la plus forte progression, suivies de celles d'Auvergne-Rhône-Alpes (+1,3%), de Normandie (+0,9%) et de Bretagne (+0,6%). Les structures de Bourgogne-Franche-Comté (+0,3%), Grand Est (+0,2%) et Pays de la Loire (+0,1%) enregistrent également des hausses supérieures ou égales au niveau national (+0,1%).

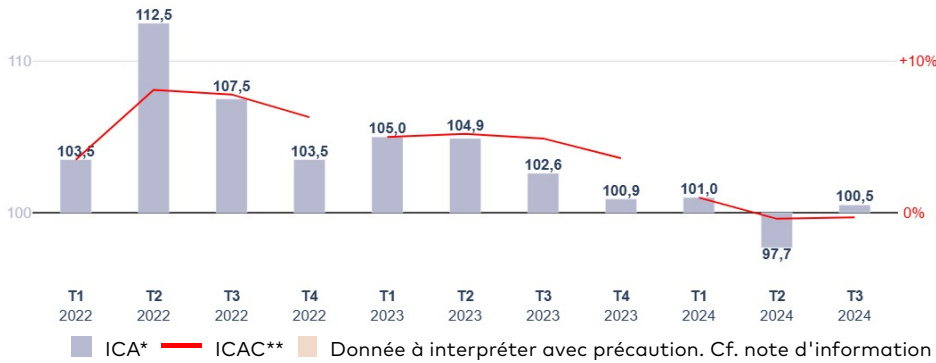
Pour plus de précision, les résultats sont détaillés dans les analyses régionales\*\*\*

\*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés.  
 \*\*L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. \*\*\* Concernant l'Outre-Mer, seuls les résultats de La Réunion sont présentés, les échantillons des autres DROM et des COM n'étant pas représentatifs.



### Industrie manufacturière (C)

Les 943 structures régionales de l'industrie manufacturière de l'échantillon ont vu leur activité repartir à la hausse après le repli du précédent trimestre : +0,5% en valeur par rapport au 3e trimestre 2023. En cumulé depuis le début d'année, leur CA reste en recul de 0,3% par rapport à la même période de l'année précédente.



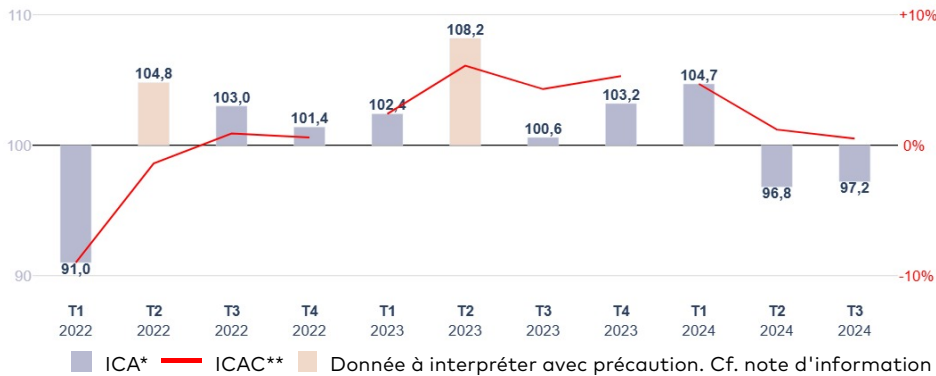
-0,3 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



### Boulangerie et boulangerie-pâtisserie (10.71C)

Pour le deuxième trimestre consécutif, les 232 TPE-PME de boulangerie-pâtisserie de notre échantillon affichent une baisse de CA : -3,8% en valeur au 3e trimestre 2024 en glissement annuel. En cumulé depuis le début d'année, elles affichent malgré tout une croissance de 0,5% grâce au bon résultat du 1er trimestre 2024. Le secteur reste concurrentiel entre les boulangeries-pâtisseries artisanales, les boulangeries industrielles qui se développent et les offres attractives des grandes surfaces alimentaires qui tentent de répondre à la baisse de pouvoir d'achat des ménages. Le segment de la restauration salée constitue toutefois un relais de croissance. Certaines structures s'orientent également vers des segments plus haut de gamme. Par ailleurs, selon le baromètre ISM-MAAF, le nombre d'apprentis tend à diminuer, posant la question de l'attractivité de la filière.



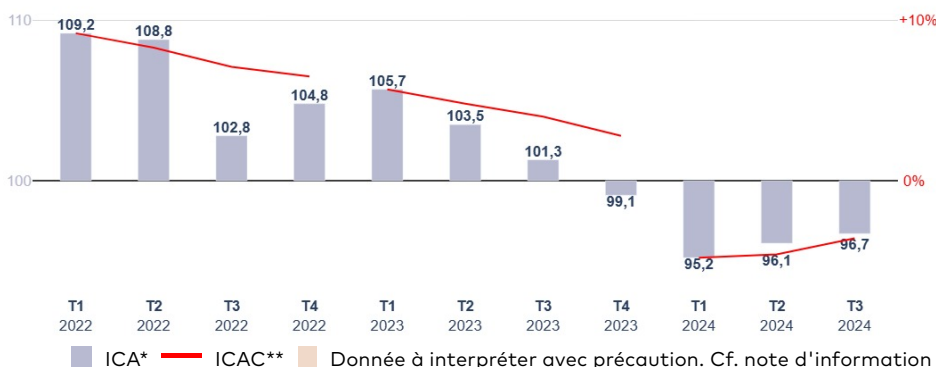
+0,5 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



### Construction (F)

Les 2 940 TPE-PME de la construction de l'échantillon affichent un quatrième trimestre consécutif de diminution de CA : -3,3% au 3e trimestre. En cumulé depuis le début d'année, l'activité se replie de 3,6%. La FFB maintient ses prévisions pessimistes pour l'année 2024 avec une crise du logement neuf qui ne se dément pas. Les mises en chantier chutent de plus de 13% entre janvier et juillet et les permis de construire reculent de près de 10% sur la même période. La croissance de l'activité d'amélioration-entretien poursuit sa décélération (+1,1% entre les 2e trimestres 2023 et 2024). La CAPEB confirme la tendance morose avec un recul d'activité de 5% en glissement annuel dans sa note de conjoncture du 3e trimestre 2024. L'activité entretien-amélioration recule de 1%. En parallèle, l'activité en amélioration de la performance énergétique des logements diminue également de 0,5% ce trimestre. La trésorerie des entreprises est impactée en lien avec la baisse de l'activité et l'allongement des délais de paiement des clients.



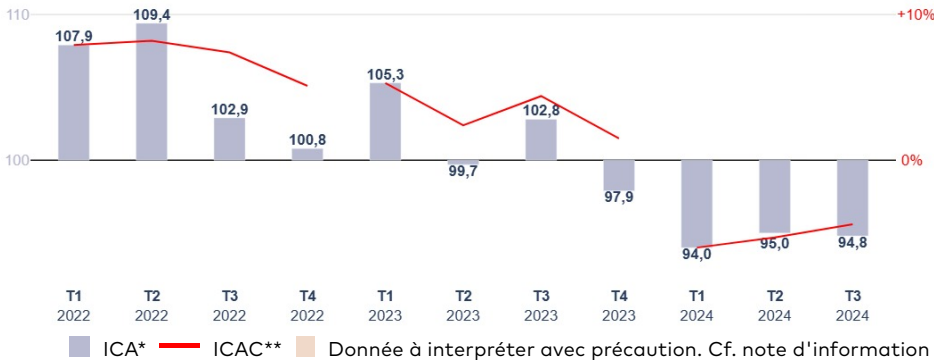
-3,6 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



## Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment (43.99C)

L'activité des 433 structures des travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment de l'échantillon poursuit sa diminution entamée lors du 4e trimestre 2023 : -5,2% en glissement annuel au 3e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année, l'activité recule de 4,4%. La CAPEB confirme que ce corps de métier reste le plus touché, avec un recul du volume d'activité estimé à 6% au 3e trimestre. Il pâtit toujours du fort ralentissement de la construction neuve. En effet, la baisse des autorisations et des mises en chantier se poursuit et elle est particulièrement marquée pour les logements individuels purs. Si des signes de résilience apparaissent (baisse des taux, des prix des logements anciens, ...), le nombre de transactions reste en forte baisse sur un an : 783 000 ventes entre août 2023 et juillet 2024 soit -20% sur un an. Altares confirme les difficultés dans son étude sur les défaillances du 3e trimestre 2024, la maçonnerie connaît une hausse de 36% en glissement annuel (contre 26% pour l'ensemble de la construction).



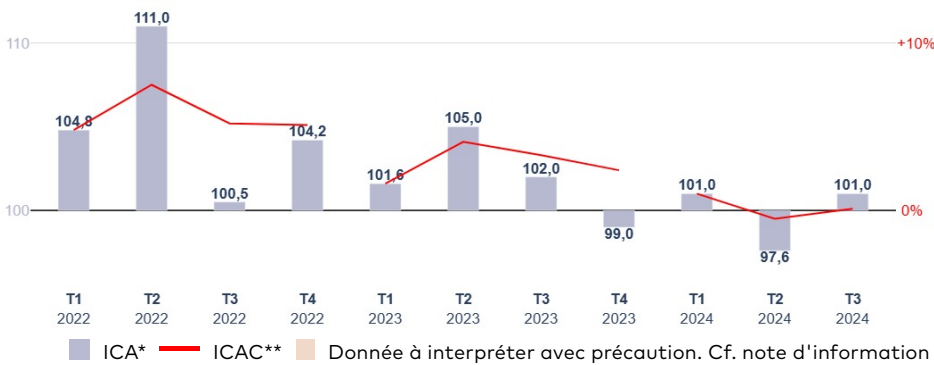
**-4,4 %**

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



## Commerce (G)

L'activité des 3 176 entreprises du Commerce de l'échantillon reste en dents de scie : elle progresse de 1% en valeur au cours du 3e trimestre 2024, après la baisse de 2,4% au 2e trimestre et la hausse de 1% au 1er trimestre. En cumulé depuis le début d'année, ces structures voient leur CA croître de 0,1%. Le contexte inflationniste actuel peut fournir une explication à cette baisse. Mais les résultats de ce secteur "agrégé" recouvre des situations diverses selon les sous-secteurs.



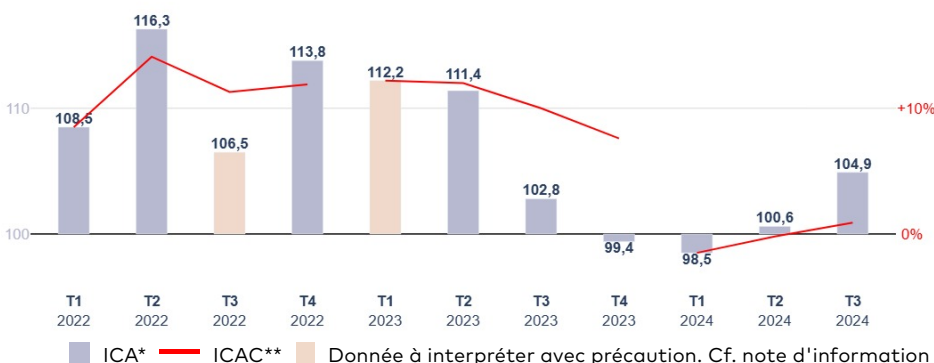
**+0,1 %**

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



## Entretien et réparation de véhicules automobiles légers (45.20A)

Les 386 TPE-PME d'entretien et réparation de véhicules automobiles légers de l'échantillon voient leur CA augmenter pour le deuxième trimestre consécutif : +4,9% en valeur au 3e trimestre, en glissement annuel et +0,9% en cumulé depuis le début d'année. Selon le baromètre Mobilians-Solware, le CA reste porté par l'augmentation des prix liée à la hausse du coût des pièces mais aussi par la hausse des salaires. Selon Xerfi, le vieillissement du parc automobile et l'essor du leasing qui entraînent de plus fréquentes visites chez les professionnels, constituent des moteurs de croissance pour les entreprises du secteur. Par ailleurs, l'introduction de voitures plus modernes, équipées de dispositifs d'aides électroniques et de moteurs électriques, devrait entraîner une légère augmentation du chiffre d'affaires pour les garages d'ici 2030 selon une étude réalisée par le cabinet TCG Conseil pour Mobilians.



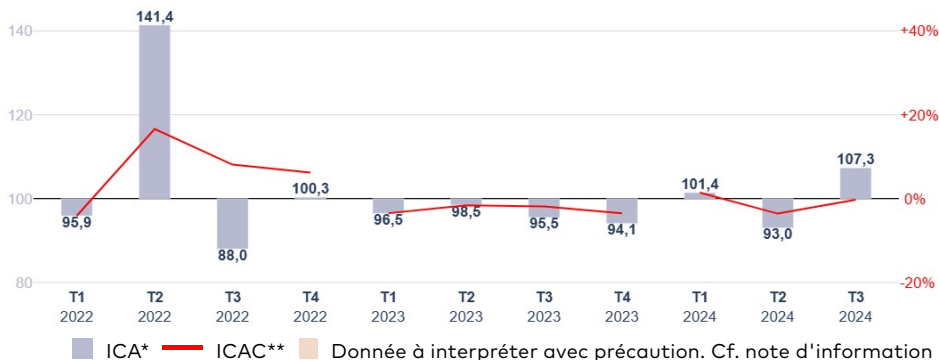
**+0,9 %**

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



## Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé (47.71Z)

Après la baisse du précédent trimestre, l'activité des 178 TPE-PME du commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé de l'échantillon repart à la hausse au cours du 3e trimestre 2024 (+7,3%), même si l'effet de base était favorable. En cumulé depuis le début d'année, elles affichent un recul de 0,3%. La période inflationniste actuelle joue contre le secteur avec des ménages qui devraient, cette année encore, opérer des arbitrages au détriment de l'habillement. De plus, les entreprises du secteur font face à la concurrence toujours plus forte des plateformes en ligne de vente de seconde main, mais aussi des spécialistes de la vente en ligne et des grands acteurs de la vente directe depuis l'étranger.



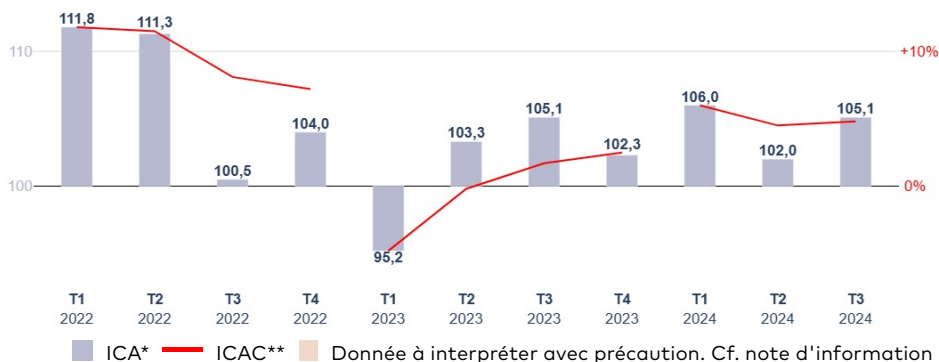
# -0,3 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



## Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé (47.73Z)

Nouveau trimestre de croissance pour les 267 pharmacies de l'échantillon : +5,1% en valeur au 3e trimestre et +4,8% en cumulé depuis le début d'année. Toutefois, les signes d'inquiétude sont présents. Une enquête de la Fédération des pharmaciens d'officine réalisée auprès de plus de 2 600 structures révèle des difficultés de trésorerie : 20% d'entre elles présentent un bilan négatif avec une part qui monte à 40% pour les jeunes installés (moins de 2 ans d'ancienneté). 73% des répondants indiquent que leur trésorerie a diminué sur la dernière année et 20% ont déclaré une trésorerie négative, soit 8 points de plus en un an. L'Union des syndicats de pharmaciens d'officine fait état d'une érosion du taux de marge brute de 5% en 2023, qui passe sous la barre des 30%, résultat confirmé par les données Image PME provenant des liasses fiscales 2023.



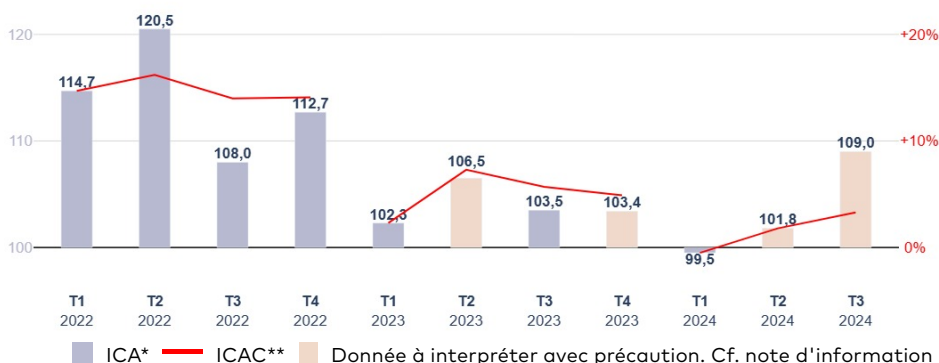
# +4,8 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



## Transports routiers de fret de proximité (49.41B)

Les 152 TPE-PME des transports de fret de proximité de notre échantillon affichent un deuxième trimestre consécutif de croissance : +9% en valeur au 3e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année, les entreprises du secteur voient aussi leur CA progresser de 3,3%. Toutefois, selon la Fédération nationale du transport routier, l'activité devrait continuer de rester à un niveau bas jusqu'à la fin d'année. Elle indique également que les effectifs salariés ont diminué lors du 3e trimestre 2024 et continueront de baisser au 4e trimestre 2024, par rapport aux trimestres précédents. De plus, près de la moitié des entreprises du secteur rencontrent des difficultés de recrutement, d'après l'enquête de l'INSEE réalisée en juillet 2024.



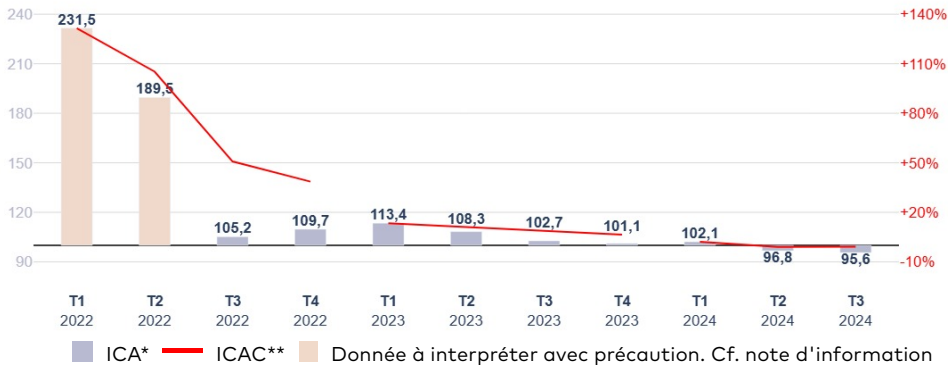
# +3,3 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



## Hébergement et restauration (I)

Les 1 397 structures de l'hébergement et restauration de l'échantillon voient leur activité se contracter pour le deuxième trimestre consécutif : -4,4% au 3e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année le CA diminue de 0,8% en valeur. En effet, malgré la tenue des Jeux Olympiques, la fréquentation touristique de la saison estivale 2024 a reculé de 1% par rapport à la saison 2023, soit 2,5 millions de nuitées en moins au sein des hébergements collectifs selon l'INSEE (il est à noter que ces chiffres concernent la période de mai à août pour tous les types d'hébergement). Tendence confirmée par Atout France avec une moindre fréquentation des hébergements collectifs marchands en juillet août. Par ailleurs, les considérations budgétaires sont la première raison de non-départ, pour 36% des non-partants. D'autres opèrent des arbitrages. Ainsi, 27% des Français déclarent être moins allés au restaurant cette année.



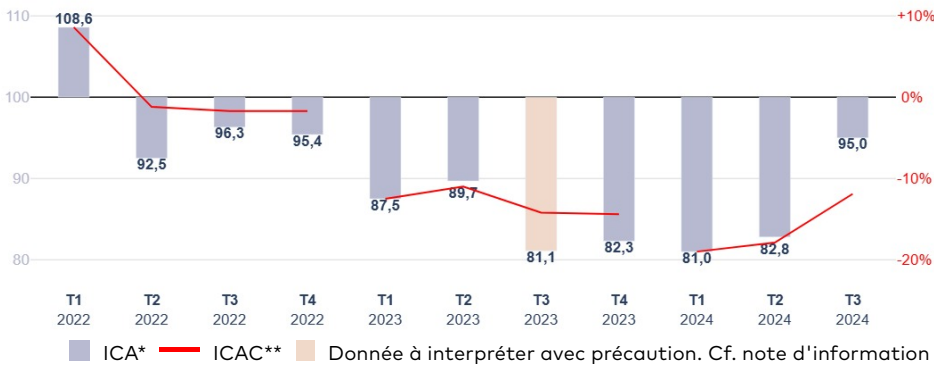
### -0,8 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



## Agences immobilières (68.31Z)

Dixième trimestre consécutif de baisse d'activité pour les 250 agences immobilières de l'échantillon : -5% au 3e trimestre 2024, malgré l'effet de base favorable. En cumulé depuis le début d'année, la baisse atteint 11,9%. La chute des ventes de logements pèse lourdement sur le secteur immobilier : 783 000 ventes entre août 2023 et juillet 2024 soit -20% sur un an. Le nombre de défaillances poursuit sa hausse : +30% au 3e trimestre en glissement annuel selon l'étude Altares du 3e trimestre 2024. Mais la baisse des taux de crédit immobilier semble se poursuivre, passant sous la barre des 3,6% selon l'Observatoire Crédit Logement. De son côté, la FNAIM prévoit, dans sa note de conjoncture de septembre 2024, un palier de stabilisation des ventes à un niveau bas, d'ici la fin d'année 2024.



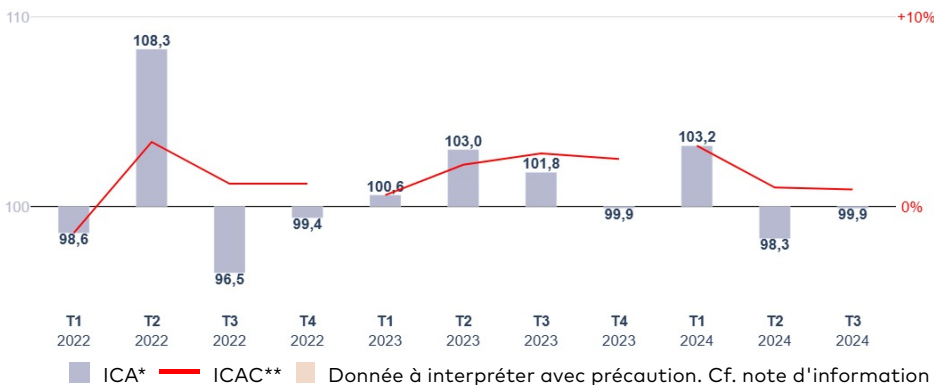
### -11,9 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023



## Coiffure (96.02A)

Les 549 entreprises de coiffure de l'échantillon enregistrent une légère diminution de leur CA au cours du 3e trimestre 2024 : -0,1% en valeur par rapport à la même période de l'année précédente. En cumulé sur l'année 2024, l'activité reste toutefois en hausse de 0,9%. Mais le secteur reste pénalisé par les tensions sur le pouvoir d'achat des clients, qui tendent à réduire leurs dépenses et espacer leurs visites. Le développement du « Do it yourself » constitue également un frein à l'activité des salons de coiffure. En atteste le développement des ventes des tondeuses ou des produits de coloration, comme le révèlent les données Insee / Xerfi publiées dans l'étude Skema Conseil de février 2024. Pour faire face à ces évolutions, les coiffeurs diversifient leurs offres : prestations plus haut de gamme, services spécialisés (services « barbiers » pour répondre à la hausse de la demande masculine, lissage brésilien...).



### +0,9 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2024 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2023

Les données proviennent de la base de données Statexpert, construite à partir des télédéclarations sociales et fiscales réalisées par les experts-comptables pour le compte de leurs clients, les TPE-PME. Les données présentées ici sont issues des informations provenant des déclarations mensuelles et trimestrielles de TVA (EDI-TVA). Il s'agit du chiffre d'affaires (CA) déclaré par les entreprises sur les déclarations de TVA des périodes concernées.

Les données trimestrielles sont basées sur un échantillon d'environ 18 000 entreprises au niveau régional. Les données ont été calculées sur un périmètre d'entreprises présentes lors d'une période analysée et lors de la même période de l'année précédente, qui n'ont pas changé de code NAF et dont l'établissement principal n'a pas changé de département entre ces deux périodes. Les évolutions sont calculées en glissement annuel (une période par rapport à la même période de l'année précédente) et corrigées des jours ouvrés.

Les entreprises dont le CA mensuel ou trimestriel dépasse 3 fois l'écart-type du CA mensuel ou trimestriel moyen des entreprises du même secteur d'activité (niveau 1 - sections) ont été écartées de l'analyse. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros sont également écartées de l'échantillon analysé.

Afin de prendre en compte encore plus finement les impacts de la crise sanitaire, les mesures de restriction et le confinement, certains filtres ont pu être désactivés, notamment ceux excluant les entreprises dont le CA était à 0 sur les périodes analysées ou cumulant au moins la moitié de leurs déclarations à 0 sur la dernière année. Certaines déclarations à néant réalisées lors des mois de confinement, de restriction ou lors du mois de juillet ont pu être prises en compte afin de rendre compte de la réalité de l'activité des entreprises.

L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. L'ICA est affiché dans les cartes et graphiques en base 100 en N-1. Un ICA de 102,1 signifie une augmentation de 2,1% par rapport à la même période de l'année précédente.

Effet de base : un effet de base peut survenir lorsque l'évolution d'une variable entre N et N-1 varie non pas en raison d'une variation du niveau de la variable entre ces deux dates, mais principalement en raison de l'évolution antérieure (entre N-1 et N-2). À titre d'exemple, si une entreprise a subi une forte baisse d'activité entre N-1 et N-2, alors il y a plus de chance que l'évolution soit positive entre N et N-1.

L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. L'ICAC est affiché en évolution en % dans les graphiques.

Les secteurs correspondent à la nomenclature d'activités française NAF rév. 2, 2008 (édition 2015)

- Niveau 1 (sections), soit 21 secteurs.
- Niveau 5 (sous-classes), soit 732 secteurs.

Pour en savoir plus sur l'actualité et les spécificités économiques, financières, juridiques, comptables, fiscales et sociales, consultez les analyses sectorielles sur [www.bibliordre.fr](http://www.bibliordre.fr)

**ORDRE DES  
EXPERTS-COMPTABLES**   
**Région Centre-Val de Loire**

19 rue Théophile Chollet, 45000 ORLÉANS  
Tél. 02 38 24 09 24  
[croec@centre.experts-comptables.fr](mailto:croec@centre.experts-comptables.fr)



Ordre des Experts Comptables  
Région Centre Val de Loire



[oecentre](https://www.instagram.com/oecentre)



[eccentrevalde Loire](https://www.facebook.com/eccentrevalde Loire)



[www.experts-comptables-centrevalde Loire.fr](http://www.experts-comptables-centrevalde Loire.fr)

Infographie réalisée par :